



Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1111 - juillet 2010 -

Date de mise en ligne : jeudi 12 août 2010

Date de parution : juillet 2010

Description :

Jean-Pierre Mon fait un petit tour dans l'actualité : dépenses d'armement, aéroport fantôme, déclarations de politique politicienne, et puis encore chômage et écarts de richesses.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nouveau record

Au cours de l'année 2009, le monde a consacré 1.531 milliards de dollars aux dépenses militaires, soit une augmentation de 5,9 % par rapport à 2008 et 49 % par rapport à 2000 [1]. Les champions sont : les États-Unis avec 661 milliards de dollars (soit 43% du total mondial), la Chine, avec environ 100 milliards de dollars et la France avec 63,9 milliards de dollars. L'Institut International pour la paix de Stockholm (SIPRI) a constaté une hausse des dépenses militaires dans 65 % des pays pour lesquels il a pu se procurer des chiffres. Par zone géographique, c'est l'Asie-Océanie qui a le plus augmenté ses dépenses avec une hausse de 8,9 %.

L'aéroport fantôme

Ceux qui ont vu le film Let's make money dont nous avons abondamment parlé [2] se souviennent certainement de la séquence sur les constructions démentielles faites au voisinage d'Almería, qui restent inhabitées malgré les luxueuses infrastructures (piscines, terrains de golf qui consomment autant d'eau qu'une ville de 20.000 habitants) et que la municipalité a prises à sa charge pour en éviter la dégradation.

Une autre grande victime de la bulle immobilière espagnole fait aujourd'hui l'actualité [3]. C'est l'aéroport privé de Ciudad Real, dans la région de Castille-La Mancha, à quelque 50 minutes de TGV de Madrid. Il était destiné, selon ses promoteurs, à devenir la seconde plateforme aérienne de la capitale, consacrée au trafic des compagnies à bas coût. Son énorme aérogare a été dimensionnée pour recevoir 2,5 millions de passagers par an (objectif prévu pour fin 2011). Les promoteurs prévoient même la possibilité de construire deux autres terminaux du même type. Las ! au lieu des 750.000 passagers attendus la première année, l'aéroport n'en a compté que 53.557 en 2009. Et 2010 s'annonce pire. La compagnie gestionnaire de l'aéroport a été mise en liquidation judiciaire, la société propriétaire CR Aeropuertos a accumulé 290 millions d'euros de dettes et la Caisse d'épargne de Castille-La Mancha, qui a financé l'opération à 40 %, a été placée sous tutelle de la Banque d'Espagne.

Évidemment, le gouvernement socialiste de la région veut encore sauver ce qui peut l'être : une subvention publique a convaincu Ryan Air de maintenir ses trois vols hebdomadaires, et une société publique, créée dans l'urgence, a mis 140 millions d'euros à la disposition de l'aéroport privé. En Espagne, comme ailleurs, on socialise les pertes !

Le PS « se trompe de combat »

Pour Michel Rocard, le PS fait fausse route [4]. Dans un entretien à France-Soir, l'ancien Premier ministre de François Mitterrand estime que le PS « se trompe de combat » en faisant de l'âge légal de la retraite « un symbole » et juge que la réforme du gouvernement est « courageuse », même si « beaucoup de problèmes ne sont pas tranchés ». Michel Rocard revient sur le Conseil des ministres où François Mitterrand a décidé d'abaisser l'âge légal de 65 à 60 ans, en 1981, pour dire : « Tous les ministres en charge de l'économie - même Laurent Fabius et surtout Jacques (Delors) - étaient effondrés, décomposés. Moi aussi. Mais il s'agissait de faire plaisir au Parti communiste et de magnifier le caractère social du gouvernement ».

Quel courage pour faire de tels aveux ... 29 ans plus tard !

Programme de salut public

Jean-Pierre Chevènement vient de présenter son programme de salut public pour « redresser la France » car, pour lui, « la France est atteinte de dépression profonde. Elle n'a pas de projet national ». Comment pourrait-elle en avoir puisqu'elle s'est lié les mains avec le traité de Maastricht ? « Une erreur fondamentale, avec la création de la monnaie unique et celle de la Banque centrale européenne qui a entraîné l'Europe dans la crise et le chômage ». Ils s'en prend aussi aux politiques « qui ont mis la France en congé » en votant le traité de Lisbonne et au PS « qui n'a pas pris la mesure de la situation, enfermé dans son ornière sociale libérale » et dans le programme duquel il « cherche en vain le projet national dont la France a besoin ».

Chômage

Selon les données publiées le 24 juin par le ministère de l'économie, le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A, c'est-à-dire des personnes en recherche active d'emploi, a augmenté de 22.600 personnes en mai, soit 0,8 % par rapport au mois d'avril où la hausse avait été de 0,6 %. Par rapport à mai 2009, la hausse est de 7,1 % ; le nombre des sans emploi atteignait ainsi en mai 2.699.600 personnes. Si on y ajoute les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (ce qu'on appelle les catégories B et C), la hausse est de 9,4 % d'une année sur l'autre.

Écarts de richesse

D'après une enquête publiée le 21 juin par l'Office européen des statistiques, l'écart de pouvoir d'achat des habitants de l'UE reste important. Il est de 1 à 7 entre un Luxembourgeois et un Bulgare. Il est vrai que, par rapport à une moyenne de 100, le Luxembourg arrive en tête avec un niveau de richesse par habitant qui atteignait 268 % en 2009. (C'est bien d'être un paradis fiscal !) L'Irlande est en seconde position avec 131 % (elle est pourtant en grande difficulté économique). L'Allemagne atteint 116 %, la Belgique 115 % et la France 107 %. Les plus pauvres sont la Roumanie (45 %) et la Bulgarie (41 %).

[1] Rapport annuel du SIPRI, 02/06/2010

[2] La Grande Relève, N° 1097, avril 2009.

[3] Le Monde, 27-28/06/2010.

[4] Les Échos, 25/06/2010